

# ***Le péril c'est la finance, pas la dette ! Une contribution de Frédéric Boccara***



*Publié le 10 avril 2024*

1. On répète en boucle qu'il faut absolument tailler dans nos dépenses publiques pour rembourser « la » dette publique.

Mais c'est la hausse des taux d'intérêt par la BCE qui vient de mettre à mal les finances publiques, pas la dette. Avec cette hausse des taux jusqu'à 4 %, la charge d'intérêt de la dette s'est accrue d'un coup de 18 Md€ en 2023. Elle est supérieure à 50 Md€ pour 2023 contre 33 Md€ en 2022. C'est autant qu'un second budget de l'enseignement scolaire (écoles + lycées !)... versé aux marchés financiers, c'est-à-dire à BlackRock, BNPParibas, Crédit Agricole Asset management, et avec notre argent.

2. On prétend qu'il faut dépenser moins pour aller mieux. Que la priorité doit être donnée au remboursement de la dette.

Donc on sabre dans les services publics. Mais ils sont déjà à l'os ! Nos hôpitaux sont exsangues, les médecins de ville se raréfient, la santé est de moins en moins bien remboursée. Dans l'éducation, les élèves, les profs et les parents sont révoltés. C'est tout l'avenir de notre pays qui est menacé. C'est comme si on nous disait : « Il faut se couper un bras pour être plus léger ». Or le sang va couler, les plaies sont terribles. Et il va nous manquer un bras et on ne prépare pas l'avenir !

3. Il faut au contraire se développer avec des avances massives, pour « avaler » la dette

C'est toujours comme cela qu'on a fait. Notamment après 1944-1945, pour financer les jours heureux, la sécurité sociale, la reconstruction de la France, l'expansion des services publics (santé, enseignement, recherche...), et progressivement durant les années 1950 on a « avalé » la dette et on s'est développés.

« Avaler la dette », cela veut dire : diminuer son poids dans le PIB, parce que le PIB augmente et parce que les taux sont à 0 %, et progressivement résorber les déficits. Mais ne pas faire de la résorption des déficits un

préalable. Cela reviendrait à se tuer en prétendant qu'on pourra vivre demain ! En réalité, c'est faire le lit du fascisme.

Plutôt que de parler de « dette », qui porte un jugement moral, il faut parler « d'avances ». Donc : à quelles conditions (quel coût, notamment) ? Pour faire quoi ?

Le préalable, c'est de développer efficacement l'emploi et la formation, particulièrement dans les services publics. Ce sont des dépenses aujourd'hui, mais pour créer davantage de richesses dans l'avenir, car c'est le travail humain qui crée les richesses d'où sont ensuite tirés des revenus, des cotisations sociales, des impôts, et finalement de l'épargne. C'est pour amorcer cet enchaînement vertueux qu'on a besoin d'avances.

4. Pour cela, il faut :

Dépenser plus (les besoins sont immenses), donc on a besoin d'avances, d'avances pour se développer. Le pôle public bancaire français existant (CDC, la poste) peut les faire. La Banque centrale européenne (BCE) doit les refinancer à 0 %. Mais, au-delà, nous proposons de créer un Fonds européen pour les services publics, alimenté par la création monétaire de la BCE.

- Avances massives à 0 %, par création monétaire, si elles développent l'emploi, les services publics, les investissements des entreprises porteurs d'emploi et d'écologie. C'est possible immédiatement. C'est la priorité.

Dépenser autrement : pour développer les services publics et pour une nouvelle industrialisation

- En donnant la prééminence à l'emploi et à la formation, pas au capital : pré-recrutements dans la santé (hôpital), l'éducation, les transports, etc.

- Réorienter les 200 Mds d'aides publiques aux entreprises : 1. en leur mettant d'autres critères que les critères actuels qui sont de pratiquer de bas salaires (c'est le cas de toutes les exonérations de cotisations sociales, dont l'ex-CICE) ; 2. en mettant de la démocratie, un droit de suivi et d'alerte sur les aides aux entreprises, par les salariés, les citoyens et leurs représentants, pas de la bureaucratie.

Sur cette base, on pourra engager un changement de la fiscalité, pour un impôt plus progressif sur les ménages ; faire contribuer le capital et la finance ; pour pénaliser, par un taux d'imposition sur les bénéfices, modulé à la hausse pour les entreprises qui utilisent leurs bénéfices pour servir des

dividendes et spéculer, modulé à la baisse pour celles qui développent suffisamment l'emploi et les salaires, base de développement de la réponse aux besoins de la société et de recettes fiscales étendues, saines et pérennes.

On peut aussi compléter les avances par l'épargne des Français, abondant le Fonds et souscrivant à des titres de dette non négociables sur le marché, en tout cas pour la partie disponible de cette épargne.

5. La droite, l'extrême droite et E. Macron proposent le remède des années 1930 !

- en 1935 déflation française contre les services publics (par Pierre Laval, alors socialiste indépendant, qui impose -10 % de dépenses publique) ;
- en 1930-32, déflation allemande (Heinrich Brüning, -10 % sur les salaires des fonctionnaires).

Les deux ont amené la montée des fascistes et, en Allemagne, les fascistes au pouvoir.

Pourtant Macroniens, droite et extrême droite font assaut de surenchère pour baisser les dépenses.

B. Le Maire, G. Attal et E. Macron imposent un plan d'austérité de 10 Md€ et veulent durcir l'austérité de 20 Md€ encore en 2025 ! Tandis que l'ancien dirigeant socialiste P. Moscovici réclame 50 Md€ d'austérité ! F.-X. Bellamy et la droite dénoncent « l'excès de dépense publique », tout en faisant mine de pleurer sur l'absence de soignants ou sur le recul de l'école.

Mais aussi M. Le Pen écrit dans Les Échos : « La dette est le principal péril pour notre souveraineté ». Elle y propose de baisser les dépenses, et tout particulièrement de taper sur les étrangers (-16 Mds, prétend-elle) ; baisser les dépenses sociales et allocations chômage (les salariés menacés n'ont qu'à bien se tenir) ; ne pas financer les dépenses «de fonctionnement» des services publics par des avances. C'est-à-dire réserver les avances aux seules dépenses en capital (dépenses d'investissement) !! Pas d'avances pour des pré-recrutements et des embauches à l'école ou à l'hôpital !!

Et le très Macronien ministre du Budget, Th. Cazenave, lui répond en insistant à quel point lui et Macron dépenseront moins ! Leur logique est folle ! Elle nous mène dans le mur. D'autant qu'ils veulent dépenser plus... pour la guerre.

F. Bayrou prétend se dissocier de cela en disant « ne pas casser la croissance brutalement ». « ON a besoin de reconstruire, reconstruire, cela se fait par la croissance »... tout en persistant à dire qu'il faut baisser les dépenses. « Oui, il faut dépenser moins », dit-il ! Contradiction totale et tartufferie.

Pour nous le principal péril pour notre souveraineté, c'est la finance ! Il faut la faire reculer, s'y attaquer.

6. Un axe commence à se faire jour sur l'idée : « Il faut dépenser plus, ne pas casser la croissance ».

Cet axe s'entend en France, c'est intéressant ! De la part d'économistes comme de responsables politiques.

Mais à partir de cette idée, certains (tels R. Glucksmann ou F. Bayrou) poussent les feux d'une Europe fédérale dans les mains des marchés financiers en réclamant un emprunt européen... sur les marchés financiers ! C'est un remède empoisonné, aussi nocif que le mal qu'il prétend combattre.

7. Nous proposons de créer un Fonds européen pour les services publics, alimenté par une création monétaire de la BCE à 0 %, pour les dépenses des États SI elles vont au développement des services publics et - surtout - de leur emploi.

Ce serait une sorte de nouveau « quoiqu'il en coûte ». Mais d'un tout autre type que celui expérimenté durant la pandémie : il sera efficace car ayant pour critère le développement et pour pilotage la démocratie, la souveraineté populaire, avec des critères précis.

C'est possible dès à présent avec les Traités existants (l'article 123.2 autorise le financement direct des États par une institution financière publique... ce serait ce Fonds) ! Donc, si les dirigeants actuels ne veulent pas le mettre en place, c'est qu'ils ne veulent pas, et non qu'ils ne pourraient pas ! La question est politique !

Nous appelons les usagers du système de soin et les soignants ; les usagers des services publics, les parents d'élèves et les jeunes ; les citoyennes et citoyens soucieux d'écologie, voulant un développement du Fret ferroviaire ; les usagers et acteurs de tous les services publics ; les jeunes en quête d'avenir et d'emploi, à l'exiger avec nous !

Nous le portons et le porterons dans la campagne des européennes avec Léon Deffontaines et la gauche unie rassemblée sur la liste qu'il conduit.

#### 8. Pourquoi au niveau européen ?

- Parce que dans le monde de mastodontes financiers, et face au dollar, c'est l'UE qui a la surface et la force suffisante pour faire ces avances. Nous pouvons mettre nos forces en commun... Mais pour le social ! Pas pour le capital. Pour de nouveaux jours heureux, pas pour la guerre.

- Parce que tous les peuples d'Europe et de l'UE souffrent au même titre.

Même les Allemands : il manque 100 000 soignants à l'hôpital en Allemagne et 14 000 enseignants, expliquent nos camarades et amis de Die Linke. Les Grecs, les Français, les Irlandais, les Italiens... ne sont plus seuls !

#### 9. C'est pourquoi nous portons cette proposition en commun avec le PGE (parti de la gauche européenne).

Avec nos camarades allemands (Die Linke), espagnols (PCE-Izquierda Unida), autrichiens du PCA, italiens de Rifondazione Comunista, irlandais du Sinn Fein, grecs de Syriza et de Nouvelle gauche, hongrois du Parti du travail, tchèques de Levitse, etc.

Nous nous battons pour cela au Parlement européen. Nous pouvons obtenir des majorités - en commençant par la santé ou par le fret ferroviaire - pour sortir ainsi du piège mortel de la déflation et de la souffrance sociale sans fin ! Nous sommes ouverts à toutes celles et tous ceux qui veulent aller avec nous dans ce sens. Nous ne mettons pas d'exclusive (on l'a vu sur le CETA au Sénat), au contraire : qui veut venir soutenir et porter cette proposition ?

Ni suivre les marchés et les dogmes dominants en faisant des aménagements mineurs et courir vers le fédéralisme, comme les sociaux-libéraux,

Ni annoncer qu'on va renverser la table ou alimenter le souverainisme, mettre les traités comme préalable à tout changement substantiel... et finalement ne rien changer.

Telle est notre conception politique pour réorienter profondément l'Union européenne, qui sinon entraîne tous les peuples de l'UE dans le mur !

Article publié dans *CommunisteS*, N°991, 10 avril 2024.